

**GROUPEMENT DES  
MAGISTRATS  
LUXEMBOURGEOIS**



**Plateau du Saint-Esprit  
Cité judiciaire**



**L-2080 Luxembourg**



Monsieur le Ministre de la Justice

Luxembourg, le 16 mars 2012

Monsieur le Ministre,

En référence à notre entretien d'hier, nous nous permettons de revenir vers vous au sujet d'un problème essentiel dont nous avons omis de parler, à savoir la séparation entre la magistrature dite du siège (les juges) et la magistrature dite debout (le ministère public).

Il serait inacceptable que des membres du ministère public participent aux décisions concernant l'évolution de carrière des juges. Une telle initiative constituerait une méconnaissance du principe de la séparation de pouvoirs et de l'indépendance des juges.

Nous en avons fait part aux représentants des partis politiques que nous avons rencontrés au cours des derniers mois.

Il est rappelé que la raison d'être du principe d'indépendance est d'assurer l'impartialité des juges y compris vis-à-vis du ministère public qui est une partie à l'instance. Nous renvoyons sur ce point à l'avis du tribunal d'arrondissement de Luxembourg relatif à la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (doc. parl. n°6030, sess. ord. 2008-2009), aux observations contenues dans notre ouvrage intitulé « Réflexions sur l'institution d'un conseil de la justice » (éd. Promoculture p. 28 et 70-72) ainsi qu'à celles contenues dans la note qui vous a été remise hier.



Aussi le Conseil consultatif des juges européens et le Conseil consultatif des procureurs européens ont-ils, à la demande du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, adopté conjointement une déclaration, datée du 8 décembre 2009, dans laquelle ils affirment que « les juges et les procureurs doivent être indépendants les uns par rapport aux autres et jouir d'une indépendance effective dans l'exercice de leurs fonctions respectives » (Déclaration, paragraphe 3). Cette indépendance trouve sa raison d'être dans le souci de garantir une justice impartiale qui doit animer le juge à l'égard de toutes les parties y compris à l'égard du ministère public : « la complémentarité des fonctions de juge et de procureur implique qu'ils soient chacun conscient qu'une justice impartiale exige l'égalité des armes entre le ministère public et la défense » (Déclaration, paragraphe 2)

L'inamovibilité n'est pas une garantie suffisante pour assurer l'indépendance des juges. En effet, ceux-ci « comme les autres fonctionnaires, ont vocation à faire une carrière, c'est-à-dire à occuper des postes de plus en plus élevés à l'intérieur de la hiérarchie judiciaire » (G. Burdeau, F. Hamon et M. Troper, *Droit constitutionnel*, LGDJ, 26<sup>e</sup> édition, p. 727). Par conséquent, il importe de mettre les juges à l'abri des pressions et des tentations par des règles garantissant que les décisions relatives à leur carrière soient prises de manière indépendante, impartiale et objective.

La participation de membres du ministère public aux délibérations concernant la carrière des juges pose problème non seulement parce que le ministère public est à considérer comme partie aux litiges dont connaît le juge et que la carrière d'un juge pourrait être différente selon qu'il se montre « proche ou distant » à l'égard du ministère public mais aussi parce que celui-ci est placé sous l'autorité du Ministre de la Justice, membre du gouvernement.

Il convient de relever que la Recommandation n° R (94) 12 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur l'indépendance, l'efficacité et le rôle des juges retient que « toute décision concernant la carrière professionnelle des juges devrait reposer sur des critères objectifs ... et que l'autorité compétente en matière de sélection et de carrière des juges devrait être indépendante du gouvernement et de l'administration » (Principe 1, art. 2 c.) et que la Charte européenne sur le statut des juges exige que « pour toute décision affectant ... la nomination, le déroulement de la carrière ... d'un juge, le statut prévoit l'intervention d'une instance indépendante du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif » (article 1.3)

Aussi l'étude du droit comparé fait-elle apparaître que les conseils de la justice à l'étranger sont soit exclusivement compétents pour les juges (Espagne, plusieurs Etats de l'Europe de l'Est) soit nettement séparés en deux formations, l'une étant compétente pour les juges et



l'autre pour les membres du ministère public (France) soit au nombre de deux conseils (Portugal) l'un étant compétent pour les juges et l'autre pour les membres du ministère public.

Dans l'espoir que vous tiendrez compte de nos observations, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération très distinguée.

Pour le comité

Alain THORN, président